

Questions orales

Le député parle du secteur de l'emploi. Il semble s'intéresser à cette question, mais il n'a pas compris la portée du budget. Nous augmenterons cette année de 22 p. 100 les dépenses au titre du développement économique pour appuyer des activités qui, selon nous, contribueront à long terme à améliorer la productivité et la croissance. Nous avons en outre mis de côté un montant spécial de 350 millions de dollars pour résoudre les importants problèmes de la restructuration et de l'adaptation de la main-d'œuvre.

Enfin, le député a parlé hier de la stratégie industrielle. L'idée qu'il se fait de la stratégie ou du développement industriels est bien restreinte.

Des voix: Règlement.

Une voix: Il ne répond pas à la question d'aujourd'hui, mais à celle d'hier.

* * *

LE BUDGET**LA POSSIBILITÉ D'UN CRÉDIT D'IMPÔT POUR LE MAZOUT DOMESTIQUE**

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, j'ai assisté à la présentation de l'exposé budgétaire mardi soir et à une période des questions de cinquante minutes...

Des voix: La question.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): J'y viens. Nous avons eu une «période des questions» de cinquante minutes hier, et le ministre nous a servi de la bouillie pour les chats pendant dix-sept minutes aujourd'hui...

Des voix: La question.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): ...et il n'a jamais été question de quoi que ce soit pour aider le consommateur canadien. Le consommateur est en plus mauvaise posture après cet exposé budgétaire qu'il ne l'était après le budget présenté par mon collègue, le député de Saint-Jean-Ouest.

Des voix: Bravo!

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Étant donné que le budget pourrait autoriser une augmentation de 75c. le gallon du prix du mazout domestique d'ici à 1983, pourquoi le ministre des Finances n'a-t-il pas songé à établir un crédit d'impôt pour le mazout domestique ou au moins à augmenter les prestations dans le cadre du programme d'isolation thermique des maisons canadiennes?

M. Lalonde: Que faites-vous du supplément de revenu garanti?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je voudrais

répéter une déclaration que j'ai faite hier. Elle permet d'établir une différence importante entre l'incidence que ce budget aura sur les consommateurs canadiens de pétrole et de gaz par rapport à celle du budget que mon honorable ami a présenté en décembre dernier. Les hausses de prix du pétrole et du gaz réparties sur la période allant jusqu'à 1984 inclusivement épargnent 40 milliards de dollars aux consommateurs canadiens par rapport au budget de décembre dernier.

Des voix: Ce n'est pas vrai.

M. MacEachen: Si mon honorable ami veut que je lui cite des faits, je l'invite à lire le discours que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a prononcé hier.

M. Crosbie: Pinocchio.

M. MacEachen: Il a démontré très clairement dans ce discours que le prix de l'essence, du gaz naturel, et du mazout domestique seront sensiblement moins élevés aux termes de ce budget-ci qu'il ne l'aurait été selon le budget que le député a présenté en décembre dernier, et c'est pour cette raison que nous ne prévoyons pas de crédits d'impôt pour l'énergie.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES POSTES**L'ÉVENTUALITÉ D'UNE HAUSSE DES TARIFS POSTAUX**

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, cela ne fait que confirmer ce que je voulais démontrer, à savoir qu'il est bien évident que le gouvernement ne se soucie absolument pas du consommateur moyen.

Des voix: La question.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): J'ai déjà lu assez de discours du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et je pense que les autres Canadiens en ont assez lu eux aussi.

Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations qui fait également fonction de ministre des Postes. D'après le budget, on ne prévoit aucun déficit pour les Postes. D'après ses propres prévisions, on peut s'attendre à un déficit de 400 millions de dollars qui exigera une augmentation du tarif d'au moins 10 cents pour le courrier de la première classe.

M. Crosbie: Au moins.